

**REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU SYNDICAT MIXTE
DU BASSIN VERSANT DU TARN-AMONT**

DE_2024_003

Débat d'orientations budgétaires 2024

Le huit février deux mille vingt-quatre, le comité syndical, dûment convoqué, s'est assemblé au nombre prescrit par la loi à Mostuéjouls, sous la présidence de Serge VÉDRINES.

Étaient présents : Jean-Michel ARNAL, Daniel AURIOL, Christine BEDEL, Didier CADAUX, Esther CHUREAU, Arnaud CURVELIER, Raymond FABRÈGUES, Gilbert FAUCHER, Daniel GIOVANNACCI, Pierre HERRGOTT, Madeleine MACQ, Richard SARRAU, Régis VALGALIER, Serge VÉDRINES, Séverine PEYRETOU

Étaient représentés :

Secrétaire de séance : Gilbert FAUCHER

Date de convocation : 30 janvier 2024

Délégués du comité syndical		
En exercice : 23	Présents : 15	Pouvoirs : 0
Résultat du vote		
Pour : 15	Contre : 0	Abstention : 0

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, l'élaboration du budget primitif est précédée d'une phase constituée par le débat d'orientations budgétaires (article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales). Le débat d'orientation budgétaire constitue une formalité substantielle dans la procédure d'adoption des budgets. Il s'impose aux communes de plus de 3 500 habitants, aux EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3 500 habitants et au département en application des articles L. 2312-1, L. 3312-1 et L.5211-36 du code général des collectivités territoriales. Les obligations du DOB ont déjà été renforcées par l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 NOTRe et le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire (articles D2312-3, D3312-12 et D5211-18-1 du CGCT).

Sont notamment précisés :

- les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement, les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières avec ses membres.
- les orientations devant permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle de l'endettement,
- l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

D'autre part, même si le débat d'orientations budgétaires n'a pas en lui-même de caractère décisionnel, sa teneur doit être retracée dans une délibération distincte de l'assemblée (circulaire n° NOR/INT/B/93/00052/C du 24 février 1993 et TA de Montpellier, 11 octobre 1995, René Bard c/commune de Bedarieux), afin de permettre au représentant de l'État de s'assurer du respect de la loi.

Conformément aux articles L.2121-12 et 13 du Code Général des Collectivités Territoriales, un rapport

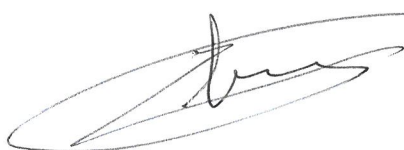
explicatif de synthèse présentant une rétrospective depuis la création du Syndicat a été remis au préalable, afin de servir de support au Débat. Il est proposé d'en prendre connaissance ensemble.

À l'unanimité, le comité syndical, après avoir délibéré,

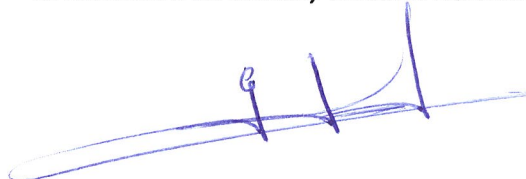
Acte la tenue du débat d'orientations budgétaires 2024 sur la base du rapport sur les orientations budgétaires ci-annexé.

Ainsi fait et délibéré à Mostuéjols, les jours, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.

Le Président, Serge VÉDRINES



Le Secrétaire de séance, Gilbert FAUCHER



Acte rendu exécutoire
après dépôt en préfecture
le 08/02/2024
et publié ou notifié
le 13/02/2024

Le Président

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

PROJET DE RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES DE 2024

RÉUNION DU COMITÉ SYNDICAL DU 8 FÉVRIER 2024

Projet de Rapport sur les orientations budgétaires de 2024.....	1
réunion du comité syndical du 8 février 2024.....	1
Préambule	2
RAPPEL : Présentation de la structure	2
Périmètre et compétences	2
Gouvernance du SMBV Tarn-amont	3
Siège social et antenne :.....	3
Bureau syndical et comité syndical :	3
Unités géographiques (UG)	3
Personnel du syndicat	4
Orientations 2024.....	5
RAPPEL : Participations financières des membres	5
Les Principes.....	5
Appel des cotisations	8
Orientations 2024.....	8
Orientations futures	8
EMPRUNTS ET LIGNE DE TRESORERIE	9
EVOLUTION BUDGETAIRE	9
SECTION DE FONCTIONNEMENT	9
Fonctionnement général.....	9
Les actions en fonctionnement	11
Bilan de la section de fonctionnement :	13
Orientations 2024.....	13
SECTION D'INVESTISSEMENT	14
Préambule :	14
Bilan de la section d'investissement :.....	14
Orientations 2024.....	15
GEMAPI / GEMAPI Complémentaire	16
Fonctionnement général.....	16
Fonctionnement général.....	17
Actions en fonctionnement.....	17
Investissement.....	18

Ainsi, le Syndicat Tarn-amont se voit confier par ses membres les compétences définies ci-dessous :

Compétence « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (gemapi), telle que définie au I de l'article L.211-7 du code de l'environnement :

- Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- Entretien et aménagement de cours d'eau, canaux, lacs, plans d'eau ;
- Défense contre les inondations ;
- Protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Compétences relatives à la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau (superficielle et souterraine) et des milieux aquatiques :

Compétences obligatoires :

- Animer et assurer la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;
- Renforcer le suivi quantitatif et qualitatif de la ressource en eau et des milieux aquatiques (hors alimentation en eau potable et hors sites industriels et miniers) ;
- Accompagner la gestion quantitative de la ressource en eau (hors alimentation en eau potable) : acquisition de connaissances sur les besoins hydrologiques locaux, proposition de plans de gestion locaux visant le bon fonctionnement des milieux aquatiques, incitation aux actions concourant aux économies d'eau... ;

Compétence optionnelle :

- Valoriser les richesses naturelles, le petit patrimoine bâti lié aux milieux aquatiques et les activités de loisirs liées à l'eau.

GOUVERNANCE DU SMBV TARN-AMONT

Siège social et antenne :

Son siège est basé à Sainte-Énimie, siège de la mairie de la commune de Gorges-du-Tarn-Causse ; une antenne est basée à Millau à la Maison des Entreprises.

Bureau syndical et comité syndical :

Les statuts du Syndicat stipulent qu'il est administré par un comité syndical de 23 délégués et d'un bureau réunissant le président, les trois vice-présidents et six délégués issus du comité syndical.

Unités géographiques (UG)

Afin d'assurer la meilleure représentation des territoires, les statuts du Syndicat prévoit que le comité syndical s'appuie sur six unités géographiques (UG) correspondant aux sous-bassins suivants : « Haut-Tarn, Tarnon-Mimente », « Gorges du Tarn, Jonte », « Vallée du Tarn », « Dourbie-Trévezet », « Cernon-Soulzon » et « Muse, Lumensonnesque ». La délibération DE_2019_007 du 7 février 2019 détaille les communautés de communes, les communes et les partenaires (agence de l'eau, parcs, fédérations de pêche, etc.) associés à chaque UG, sans que cette liste soit exhaustive.

Les UG sont pilotées par un référent désigné par et parmi le comité syndical. Elles ont une voix consultative et sont chargées de relayer les problématiques locales auprès du comité syndical et de lui apporter des éclairages sur le contexte local.

Le périmètre des UG, basé sur les limites hydrographiques, constitue la base de répartition de l'autofinancement des actions de type 2 (cf. paragraphe « participations financières des membres ») entre les communautés de communes concernées.

PERSONNEL DU SYNDICAT

L'équipe du syndicat se compose de 6 agents permanents qui sont répartis depuis décembre 2020 sur deux lieux géographiques identifiables, à savoir entre le siège social à Sainte-Énimie (mairie) et l'antenne à Millau (maison des entreprises).

Rappel :

- le recrutement d'un chargé de mission milieux aquatiques par voie de mutation externe (Florian Fergeault au 1^{er} janvier 2022),
- la poursuite de la mission inondations, adossée à une mission agriculture, forêt, érosion ruissellement par un contrat de projet de 3 ans (Jade Bréchignac du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024).
- D'autre part, la chargée de gestion administrative et financière à temps partiel à 90 % au début de l'année 2021 (Cindy Rodrigues- Delannoy) a bénéficié d'un temps plein à partir du 1^{er} mai 2021 pour mieux répondre au plan de charge.

À compter du 1^{er} janvier 2024, le tableau des effectifs est le suivant :

Cadres ou emplois	Catégorie	Effectifs pourvus au 01/01/2024	Statut des agents	Durée hebdomadaire de service - ETP
<u>Filière administrative</u> Rédacteur principal 2 ^e classe	B	1	Titulaire	35h00 – 1 ETP
<u>Filière technique</u> Ingénieur territorial	A	0*	Titulaire	
Technicien principal 1 ^{re} classe	B	1	Titulaire	35h00 – 1 ETP
Technicien principal 2 ^e classe	B	2	Titulaire	35h00 – 2 ETP
Technicien principal 2 ^e classe	B	1	Contractuel	35h00 – 1 ETP
Technicien territorial	B	1	Contractuel	35h00 – 1 ETP
Total		6		6 ETP

* Poste d'ingénieur territorial reste dans le tableau des effectifs (détachement d'Anne Gely jusqu'au 30/09/2025).

Pour rappel, le règlement intérieur du personnel du Syndicat a été révisé et adopté par délibération DE_2021_018 du 17 juin 2021, après un travail de concertation avec le personnel. La durée légale du temps de travail effectif est de 35 heures par semaine pour un agent à temps complet. Une organisation du travail hebdomadaire des agents a été fixé pour un temps complet à 40h00/ semaine du lundi au vendredi, soit 8h00/jour avec réduction du temps de travail (ARTT). Dans le respect des 1607 heures travaillées, chaque

agent travaille selon un planning annualisé et bénéficiera d'un maximum de 28 jours d'ARTT. De plus, il a également été défini des bornes horaires de présence obligatoire au bureau de 9h à 12h et de 14h à 16h30. Les modalités du télétravail ont également été précisées avec la possibilité pour les agents de télétravailler entre le mardi et le vendredi à raison de 2 jours par semaines.

Orientations 2024

Au 1^{er} janvier 2023, l'équipe du Syndicat est dotée de 6 agents permanents (5 titulaires+ 1 contractuel de 3 ans + 1 contractuel de 18 mois) sur des postes à temps plein.

En 2024, un renforcement de l'équipe sur le plan structurel, des appuis sur des missions spécifiques seront cependant proposés :

- mission de sensibilisation eau par l'embauche d'un CDD de 9 mois à compter de février.
- renouvellement de la mission de sensibilisation voire de médiation entre les différents publics fréquentant les cours d'eau en période estivale sur le Tarn par l'embauche de deux CDD de 2 mois et demi chacun de mi-juin à fin août.
- Mission de réduction de la vulnérabilité aux inondations par l'embauche d'un CDD de 12 mois (renouvelable 6 mois) à compter de juin.

D'autre part, le travail mené avec l'appui du centre de gestion de la Lozère sur le document unique du Syndicat va se poursuivre.

RAPPEL : PARTICIPATIONS FINANCIÈRES DES MEMBRES

LES PRINCIPES

Les délibérations DE_2018_041 du 15 mai 2018, DE_2019_002 du 7 février 2019 et DE_2021_006 du 25 mars 2021 définissent les modalités de calcul et d'appel des participations des membres du syndicat (9 communautés de communes).

Il est établi que les **dépenses du syndicat mixte** (hors opérations d'ordre ou écritures comptables) correspondent à du **fonctionnement général** (frais de personnel, de structure...) ou à **des actions** (pouvant relever, selon leur nature, de la section de fonctionnement ou d'investissement).

Le montant des dépenses, après déduction des subventions accordées, est réparti entre les membres du syndicat :

Pour le **fonctionnement général** : 100 % mutualisé suivant la clé de répartition

Pour les **actions** : trois types d'actions avec des principes de mutualisation totale ou partielle avec application de la clé de répartition, ou une absence de mutualisation.

Ces principes ont été définis par le comité syndical lors de la création du Syndicat.

1/ La clé de répartition

La clé de répartition entre les membres s'appuie sur les critères suivants, ainsi pondérés :

- surface incluse dans le bassin versant topographique du Tarn-amont : 30% ;
- population, au prorata de la surface : 50% ;
- potentiel fiscal communal par habitant, au prorata de la surface : 20%.

IMPORTANT : La délibération DE_2018_041 du 15 mai 2018 précise pour chaque membre la valeur des données sur lesquelles s'appuie cette clé de répartition. Les **données des communautés de communes** sont issues de la **somme des données de leurs communs membres inclus dans le périmètre du SAGE Tarn-amont en vigueur au 1^{er} avril 2018** (arrêté de périmètre du SAGE du 06/01/2000) soit 59 communes. Les valeurs du critère « surface » sont celles produites par l'IGN. Les valeurs du critère « population » sont celles produites par l'Insee (« population totale ») en vigueur pour l'année 2018. Les valeurs du critère « potentiel fiscal par habitant » sont celles produites par le ministère des finances en vigueur pour l'année 2017.

Par la délibération DE_2021_006 du 25 mars 2021, il a été proposé une actualisation des données, en fonction des données officielles annuelles.

La clé de répartition est donc la suivante pour l'année 2024 :

Communautés de communes au 1 ^{er} janvier 2024	Part représentée par la CC dans l'UG "Haut-Tarn- %/sbvHTTM	Part représentée par la CC dans l'UG "Gorges du %/sbvGTJ	Part représentée par la CC dans l'UG "Vallée du %/sbvVT	Part représentée par la CC dans l'UG "Dourbie- %/sbvDT	Part représentée par la CC dans l'UG "Muse et %/sbvML	Part représentée par la CC dans l'UG "Cernon- %/sbvCS	Part représentée par la CC dans le bassin Tarn- %/Ta
Millau-Grands causses	0,00 %	10,94 %	92,15 %	55,53 %	56,83 %	28,00 %	44,34 %
Gorges-Causse-Cévennes	89,20 %	77,72 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	24,63 %
Muse et rasperes du Tarn	0,00 %	0,00 %	2,39 %	0,00 %	18,69 %	0,00 %	4,63 %
Causse-Aigoual-Cévennes-Terres solidaires	0,00 %	0,00 %	0,00 %	24,48 %	0,00 %	0,00 %	5,38 %
Larzac et vallées	0,00 %	0,00 %	0,00 %	19,99 %	0,00 %	40,33 %	9,13 %
Aubrac-Lot-Causse-Tarn	0,00 %	11,34 %	5,46 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	2,95 %
Cévennes au Mont-Lozère	10,80 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	2,86 %
Saint-Affricain, Roquefort, Sept vallons	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	31,67 %	4,49 %
Lévézou-Pareloup	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	24,48 %	0,00 %	1,59 %

Clé de répartition (délibérations DE 2018 041 et DE 2021 006) :

Superficie	30,00 %	Données 2021
Population	50,00 %	Données 2021
Pot. financier communal / hab.	20,00 %	Données 2023

2/ Les types d'actions (fonctionnement ou investissement) :

Type d'actions	Répartition des dépenses (après déduction des subventions accordées)
TYPE 1 : Actions dont le bénéfice s'apprécie à l'échelle du bassin versant du Tarn-amont (études générales, opérations de sensibilisation, documents de communication, etc.)	<u>100%</u> entre l'ensemble des membres du syndicat selon la clé de répartition.
Type 2 : Actions dont le bénéfice s'apprécie à l'échelle d'une unité géographique (travaux issus des programmes pluriannuels de gestion des cours d'eau, etc.) ;	<u>20%</u> entre l'ensemble des membres du syndicat selon la clé de répartition et pour <u>80%</u> entre les <u>membres concernés par l'unité géographique selon la clé de répartition.</u>
Type 3 : Actions dont le bénéfice s'apprécie à une échelle plus locale ou dont le coût important pourrait freiner la solidarité et donc la mise en œuvre.	<u>100%</u> sur le <u>membre directement concerné.</u>

Le comité syndical, au moment de la validation de l'action par délibération, précise de quel type d'actions relève la dépense et définit la part rattachable à la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (gemapi). Afin de favoriser la solidarité à l'échelle du bassin versant, les actions de type 1 ou 2 sont privilégiées.

APPEL DES COTISATIONS

Suite à la délibération DE_2021_006 du 25 mars 2021, les cotisations des membres pour le fonctionnement général sont appelées en un seul appel de fond correspondant à 100 % du montant inscrit au budget prévisionnel voté pour l'année considérée.

Les participations des membres pour les actions sont appelées en fonction de l'avancement des actions sur l'année budgétaire considérée sous forme d'avance, d'acompte ou de solde.

Pour rappel, conformément à la délibération DE_2022_014 actant la validation du PPG Milieux aquatiques en date du 29 septembre 2022, les actions liées à la gestion de la ripisylve basculent sur des actions de type 1, globalisé à l'échelle du bassin versant dans une logique de solidarité complète.

NB : Un nouvel arrêté de périmètre du SAGE Tarn-amont en date du 2 juin 2020 portent le périmètre à 88 communes.

Cf. annexes :

- liste des communes constitutives du SMBV Tarn-amont, issue de l'arrêté de périmètre du SAGE du 6 janvier 2000.
- liste des communes constitutives (en totalité ou en partie) du SAGE Tarn-amont suivant l'arrêté du 2 juin 2020.

Orientations 2024

- L'ensemble des principes et règles d'appel de cotisations sont maintenues, avec la poursuite des efforts de simplification dans le nombre de titres émis pour les communautés de communes sur les actions.

Orientations futures

- Réflexion sur l'harmonisation du nouveau périmètre du SAGE et du SMBV Tarn-amont, et dans un objectif de labellisation EPAGE.

EMPRUNTS ET LIGNE DE TRESORERIE

En raison de très peu de fonds de roulement, le Syndicat a recours à une ligne de trésorerie de 100 000 € dans l'attente du versement des aides.

En 2023, le syndicat a contracté un emprunt court terme (24 mois) d'un montant de 1 500 000 € pour la réalisation des travaux de la zone d'expansion naturelle des crues à Saint-Georges-de-Luzençon. Au 31 décembre 2023, un déblocage de 750 000 € a été réalisé.

En fonction de l'avancement du projet d'aménagement du méandre de St-Hilarin, commune de Rivière-sur-Tarn, un autre emprunt court terme pourrait être contractualisé fin 2024 - début 2025, après remboursement du prêt lié à l'opération de Saint-Georges-de-Luzençon.

EVOLUTION BUDGETAIRE

SECTION DE FONCTIONNEMENT

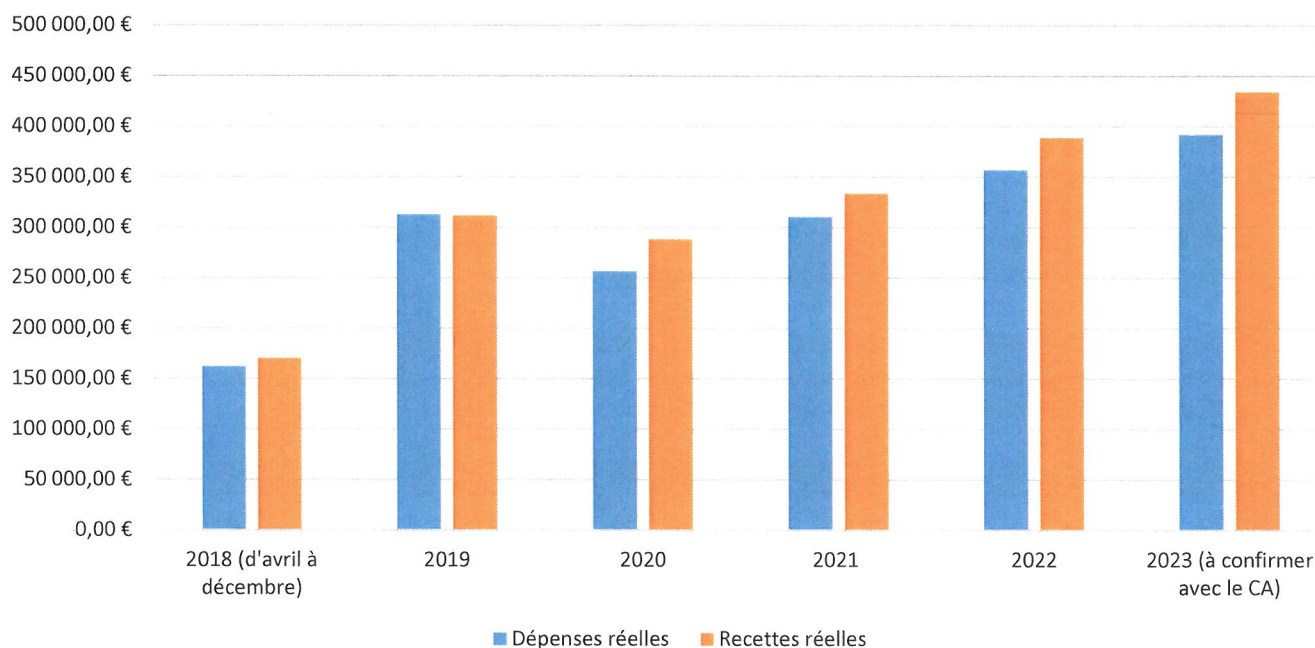
Dans cette section, on distingue le **fonctionnement général** du Syndicat et les **actions inscrites en fonctionnement**.

FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL

Pour le fonctionnement général, il s'agit des frais concernant le personnel (salaires et charges) assurant les missions courantes du Syndicat : la direction/l'animation du SAGE, l'animation du contrat de rivière, l'animation du PAPI et le suivi des milieux aquatiques, la gestion administrative et financière, les charges de structure (loyers, assurances, consommables, affranchissement, carburants, téléphonie...), cotisations sociales et autres frais (les indemnités du Président - NB : en dessous du maximum autorisé par la loi, ...).

FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL						
Libellé	2018 (d'avril à décembre)	2019	2020	2021	2022	2023 (à confirmer avec le CA)
Dépenses réelles	162 392,27 €	312 998,07 €	256 439,57 €	310 554,11 €	357 051,28 €	391 867,61 €
Recettes réelles	170 509,54 €	312 073,77 €	288 404,33 €	333 830,55 €	388 949,24 €	434 184,55 €

Évolution du fonctionnement général entre 2018 et 2023



La baisse des dépenses de fonctionnement général en 2020, s'explique en particulier par l'absence d'un agent sur la filière technique pour les missions de suivi des cours d'eau, et l'absence de quelques mois sur les postes d'animateur PAPI et de direction.

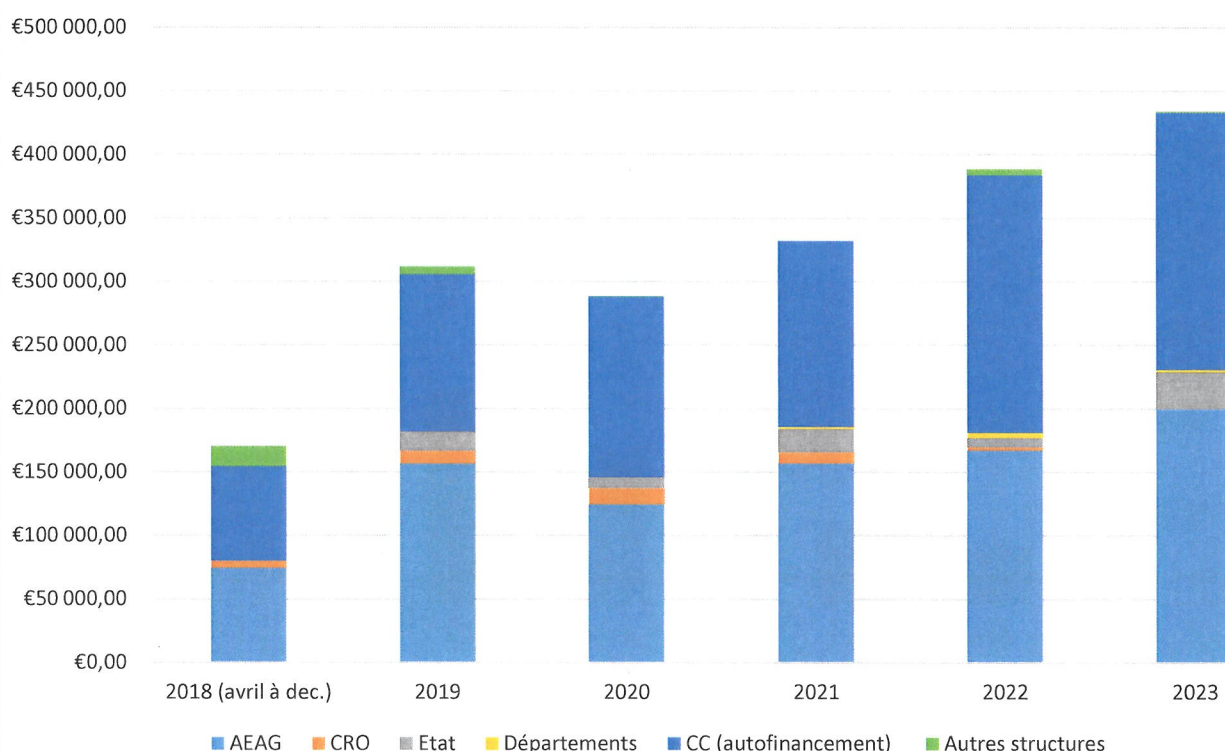
L'augmentation des dépenses réelles entre 2020, 2022 et 2023 s'explique en raison de l'installation opérationnelle de l'antenne de Millau (loyers, téléphonie), du recrutement du chargé de mission « milieux aquatiques », le passage à temps plein pour deux agents et des augmentations de salaires en fonction du grade.

Financement du fonctionnement général :

	2018 (avril à dec.)	2019	2020	2021	2022	2023
AEAG	74 690,33 €	156 772,69 €	124 500,55 €	157 037,54 €	167 113,21 €	199 712,58 €
CRO	5 443,00 €	9 957,33 €	12 785,70 €	8 522,63 €	2 662,38 €	0,00 €
Etat	-	15 208,04 €	8 514,18 €	18 402,20 €	7 132,32 €	29 218,00 €
Départements	-	-	-	1 689,55 €	4 270,80 €	1 813,00 €
CC (autofinancement)	74 329,08 €	123 896,80 €	142 602,85 €	146 564,99 €	202 907,82 €	202 658,78 €
Autres structures	16 047,13 €	6 238,91 €	1,05 €	0,00 €	4 862,71 €	782,19 €

Rappel : les cotisations des membres sont mutualisées à 100% selon la clé de répartition.

Répartition du financement du fonctionnement général entre 2018 et 2023



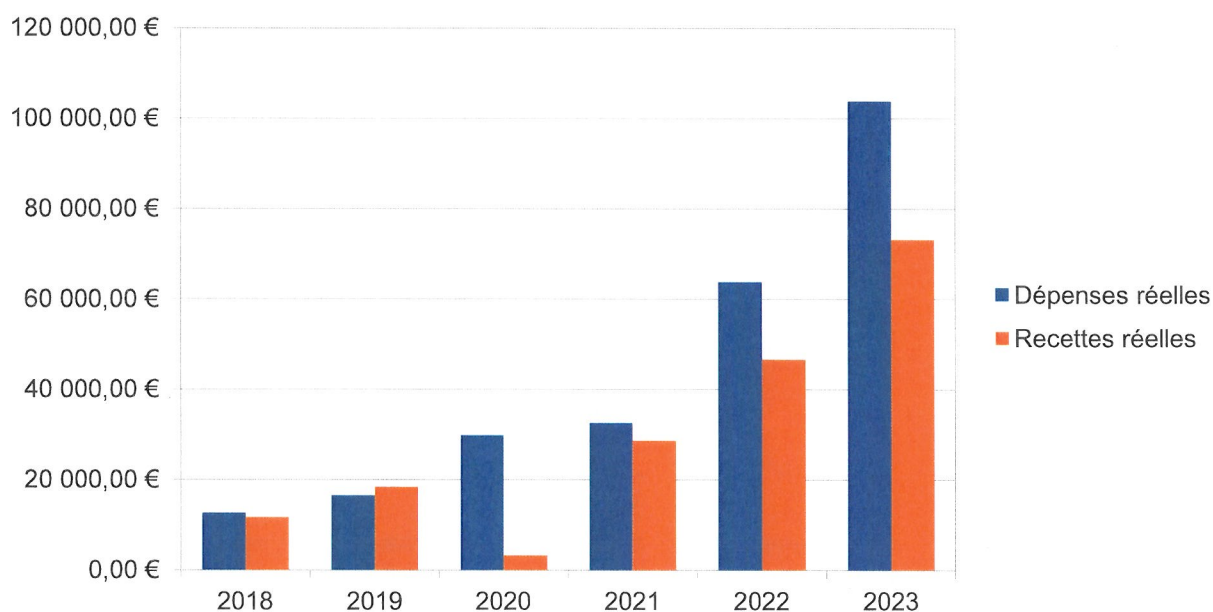
LES ACTIONS EN FONCTIONNEMENT

Pour les actions inscrites en fonctionnement, à ce jour, il s'agit essentiellement des rémunérations extérieures pour les interventions scolaires, des frais liés à la communication. Pour l'année 2023 sont rajoutés les frais d'étude basse Dourbie, les frais annexes liés aux travaux de St-Georges (intérêts, contentieux).

ACTIONS						
Libellé	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	(d'avril à décembre)					
Dépenses réelles	12 629,51 €	16 524,28 €	29 848,00 €	32 612,00 €	63 822,88 €	103 825,51 €
Recettes réelles	11 782,14 €	18 470,61 €	3 273,05 €	28 745,92 €	46 697,15 €	73 203,74 €

NB : Entre 2018 et 2022, les recettes issues des cotisations des communautés des communes liées aux interventions scolaires et à la communication ne sont pas incluses dans ces montants, et inscrites dans le fonctionnement général.

Évolution des actions du fonctionnement général entre 2018 et 2023



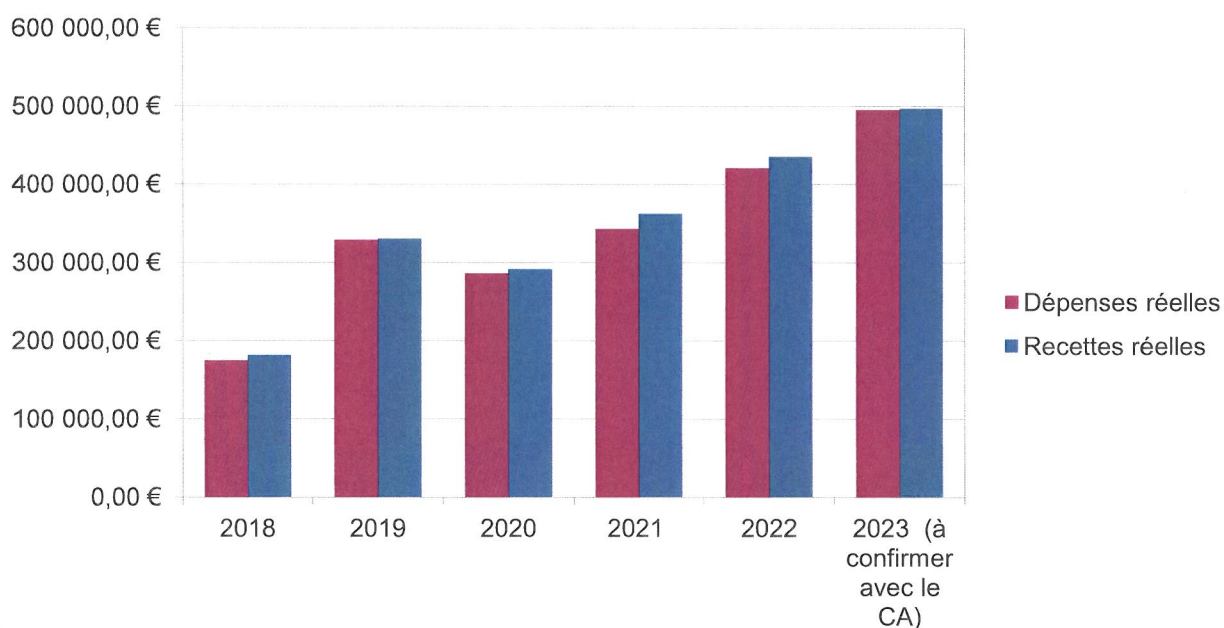
Les dépenses réelles pour les actions en fonctionnement liées aux interventions scolaires, communication sont des actions de type 1 (mutualisation à 100% selon la clé de répartition).

Les dépenses réelles pour les actions territorialisées sont des actions de type 2 (Programme Muse-2022) ou type 3 (étude Ladoux-2022, St-Georges-2023).

BILAN DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT :

SECTION FONCTIONNEMENT						
Libellé	2018 (d'avril à décembre)	2019	2020	2021	2022	2023 (à confirmer avec le CA)
Dépenses réelles	175 021,78 €	329 522,35 €	286 287,57 €	343 166,11 €	420 874,16 €	495 693,12 €
Recettes réelles	182 291,68 €	330 544,38 €	291 677,38 €	362 576,47 €	435 646,39 €	496 988,32 €

Évolution de la section de fonctionnement entre 2018 et 2023



Orientations 2024

Pour rappel, il a été inscrit au BP 2023, en dépenses, un montant de 548 242,43 € et en recettes, un montant de 507 648 € (+ report de 40 594,43 € en résultat de fonctionnement reporté (002)) en section de fonctionnement.

Les besoins pour le fonctionnement général sont légèrement supérieurs à 2023 avec une augmentation des charges de personnel (recrutements de nouveaux agents pour des missions temporaires, augmentation de grade pour certains agents, réévaluation de l'IFSE, versement de la prime exceptionnelle du pouvoir d'achat, mise en place du complément indemnitaire annuel (CIA)). Le budget est évalué sommairement à 485 000 €. Pour les actions en fonctionnement (interventions scolaires, communication, prestations pour études) est évalué à sommairement à 100 000 € dont :

Type	GEMAPI ou hors GEMAPI	Outils	UG	Intitulés opérations	Etat	Actions sur plusieurs années	RAR 2023	Prévisionnel action 2024
1	GEMAPI	Animation territoriale /PAPI	Tarn-amont	Interventions scolaires	2024	x		32 500,00 €
1	GEMAPI	Animation territoriale	Tarn-amont	Médiation	2024		2 100,00 €	24 000,00 €
1	GEMAPI	Animation territoriale	Tarn-amont	Communication PAPI - Axe 1	2024	x		20 000,00 €
1	GEMAPI	Animation territoriale	Tarn-amont	Journées techniques agricoles - BV Muse	2024			7 425,00 €
TOTAL								83 925,00 €

Soit une section de fonctionnement pour le BP 2024 évaluée sommairement à 585 000 €.

SECTION D'INVESTISSEMENT

PRÉAMBULE :

Concernant les dépenses inscrites en investissements, une évolution des affectations budgétaires a été réalisée en 2023.

BILAN DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT :

SECTION D'INVESTISSEMENT						
Libellé	2018 (d'avril à décembre)	2019	2020	2021	2022	2023 (à confirmer avec le CA)
Dépenses réelles	122 105,68 €	451 507,55 €	484 841,18 €	277 119,09 €	176 077,62 €	2 894 422,60 €
Recettes réelles	291 662,20 €	432 884,08 €	284 988,03 €	322 891,36 €	217 398,74 €	3 455 884,22 €

Orientations 2024

L'évaluation des dépenses est la suivante :

Type	GEMAPI ou hors GEMAPI	Outils	UG	Intitulés opérations	Etat	Actions sur plusieurs années	RAR 2023	Prévisionnel action 2024
1	Hors GEMAPI	Investissement	Tarn-amont	Matériel, équipement	2024	x		6 000,00 €
3	GEMAPI	PPG	Cernon-Soulzon	Travaux ZEC Saint-Georges-de-Luzençon	Achevement 2024	x	82 310,00 €	120 000,00 €
3	Hors GEMAPI	PPG	Cernon-Soulzon	Travaux ZEC Saint-Georges-de-Luzençon	Achevement 2024	x	55 000,00 €	- €
1	GEMAPI	PPG	Tarn-amont	PPG T2 Tarn-amont Travaux ripisylve 2023-2027	2024	x		120 000,00 €
3 (avec mutualisée CC possible)	GEMAPI	PPG	Tarn-amont	PPG T2 Tarn-amont Travaux agricoles 2023-2027	2024	x		20 000,00 €
3	GEMAPI	PPG	Tarn-amont	Travaux Aménagement St Hilarin - Rivière	En cours d'engagement	x		530 000,00 €
1	GEMAPI	PAPI	Tarn-amont	Axe 1 : cartographie interactive	Lancement 2024			18 000,00 €
1	GEMAPI	PAPI	Tarn-amont	Axe 5 : réduction de la vulnérabilité aux inondations - Campagne 1	Lancement 2024	x		35 000,00 €
1	GEMAPI	PAPI	Tarn-amont	Axe 2 - Action réseau de surveillance Stations	Lancement 2024	x		32 160,00 €
TOTAL							137 310,00 €	881 160,00 €

GEMAPI / GEMAPI COMPLÉMENTAIRE

FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL

Une analyse des contributions des membres sur le fonctionnement général a été réalisée à partir d'un suivi interne, depuis la mise en place de titres séparés en 2019. L'émission de titres séparés permet pour les communautés de communes levant la taxe GEMAPI d'avoir une lisibilité sur l'affectation au produit de la taxe ou non.

La base de la répartition s'appuie les pourcentages affectés par missions à la GEMAPI ou à la GEMAPI complémentaire, à savoir pour les périodes 2019- 2020, puis 2021-2023 suite à la réévaluation des missions :

	2019-2020		2021-2023	
	Gemapi	Hors Gemapi	Gemapi	Hors Gemapi
Mission Animation territoriale SAGE	30,00 %	70,00 %	50,00 %	50,00 %
Mission Animation territoriale Contrat de rivière	20,00 %	80,00 %		
Missions de suivi des cours d'eau	100,00 %	0,00 %	100,00 %	0,00 %
Mission inondation (Papi)	20,00 %	80,00 %	70,00 %	30,00 %
Autres frais	0,00 %	100,00 %	0,00 %	100,00 %

Soit les cotisations des membres depuis 2019 :

FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL

	GEMAPI					GEMAPI COMPLÉMENTAIRE					TOTAL				
	2019	2020	2021	2022	2023	2019	2020	2021	2022	2023	2019	2020	2021	2022	2023
CC ALCT	2 326,05 €	2 298,04 €	2 707,17 €	4 165,84 €	3 985,16 €	1 705,42 €	1 962,63 €	1 671,89 €	1 896,64 €	1 993,28 €	4 031,47 €	4 260,67 €	4 379,06 €	6 062,48 €	5 978,44 €
CC CACTS	4 034,47 €	3 979,28 €	4 687,70 €	7 213,51 €	7 119,24 €	2 957,58 €	3 398,47 €	2 895,03 €	3 284,19 €	3 560,88 €	6 992,05 €	7 377,75 €	7 582,73 €	10 497,70 €	10 680,12 €
CC GCC	18 447,64 €	18 304,87 €	21 563,66 €	33 182,50 €	33 529,33 €	13 523,58 €	15 633,12 €	13 317,28 €	15 107,45 €	16 770,58 €	31 971,22 €	33 937,99 €	34 880,94 €	48 289,95 €	50 299,91 €
CC LV	6 366,84 €	6 344,66 €	7 474,19 €	11 501,40 €	12 387,75 €	4 667,40 €	5 418,61 €	4 615,91 €	5 236,40 €	6 196,06 €	11 034,24 €	11 763,27 €	12 090,10 €	16 737,80 €	18 583,81 €
CC LP	1 231,06 €	1 229,27 €	1 448,10 €	2 228,37 €	2 147,93 €	902,45 €	1 049,83 €	894,32 €	1 014,54 €	1 074,34 €	2 133,51 €	2 279,10 €	2 342,42 €	3 242,91 €	3 222,27 €
CC MGC	34 284,61 €	35 106,67 €	41 356,69 €	63 640,33 €	59 642,21 €	25 133,32 €	29 982,60 €	25 541,06 €	28 974,38 €	29 831,63 €	59 417,93 €	65 089,27 €	66 897,75 €	92 614,71 €	89 473,84 €
CC SARSV	3 832,42 €	3 879,44 €	4 570,11 €	7 032,56 €	6 119,57 €	2 809,47 €	3 313,22 €	2 822,41 €	3 201,80 €	3 060,87 €	6 641,89 €	7 192,66 €	7 392,52 €	10 234,36 €	9 180,44 €
CC CML	- €	2 166,74 €	2 552,46 €	3 927,77 €	3 890,60 €	- €	1 850,47 €	1 576,35 €	1 788,25 €	1 945,98 €	- €	4 017,21 €	4 128,81 €	5 716,02 €	5 836,58 €
CC MRT	- €	3 605,59 €	4 247,49 €	6 536,11 €	6 268,17 €	- €	3 079,33 €	2 623,17 €	2 975,78 €	3 135,20 €	- €	6 684,92 €	6 870,66 €	9 511,89 €	9 403,37 €
TOTAL	70 523,09 €	76 914,56 €	90 607,57 €	139 428,39 €	135 089,96 €	51 699,22 €	65 688,28 €	55 957,42 €	63 479,43 €	67 568,82 €	122 222,31 €	142 602,84 €	146 564,99 €	202 907,82 €	202 658,78 €

Soit :

	GEMAPI	Pourcentage	GEMAPI Complémentaire	Pourcentage	TOTAL
2019	70 523,09 €	58,00 %	51 699,22 €	42,00 %	122 222,31 €
2020	76 914,56 €	54,00 %	65 688,28 €	46,00 %	142 602,84 €
2021	90 607,57 €	61,82 %	55 957,42 €	38,18 %	146 564,99 €
2022	139 428,39 €	68,72 %	63 479,43 €	31,28 %	202 907,82 €
2023	135 089,96 €	66,66 %	67 568,82 €	33,34 %	202 658,78 €

ACTIONS EN FONCTIONNEMENT

	GEMAPI	GEMAPI COMPLÉMENTAIRE
	2023	
CC ALCT	0,00 €	0,00 €
CC CACTS	0,00 €	0,00 €
CC GCC	0,00 €	0,00 €
CC LV	0,00 €	0,00 €
CC LP	0,00 €	0,00 €
CC MGC	32 039,22 €	0,00 €
CC SARSV	0,00 €	0,00 €
CC CML	0,00 €	0,00 €
CC MRT	0,00 €	0,00 €
TOTAL	32 039,22 €	0,00 €

Les actions concernant les interventions scolaires et la communication sont inscrites en fonctionnement général en compétence GEMAPI complémentaire, et comprises dans le bilan précédent.
Des actions spécifiques en type 3 (étude basse Dourbie et frais annexes St-Georges) ont été engagés en 2023 dans la section de fonctionnement :

INVESTISSEMENT

En l'absence de maquette budgétaire fixé par les textes, un suivi analytique a été mis en place pour l'investissement à partir de 2021.

	2021		2022		2023		ÉCRITURES DE RÉGULARISATION
	GEMAPI	GEMAPI COMPLÉMENTAIRE	GEMAPI	GEMAPI COMPLÉMENTAIRE	GEMAPI	GEMAPI COMPLÉMENTAIRE	
Dépenses	260 388,70 €	16 730,39 €	99 700,62 €	76 377,00 €	1 241 946,20 €	257 444,18 €	1 395 032,22 €
Recettes	302 931,27 €	14 897,09 €	149 847,38 €	67 551,36 €	1 880 926,39 €	228 217,70 €	1 346 740,13 €

Bilan des cotisations des membres :

	GEMAPI	GEMAPI COMPLÉMENTAIRE	GEMAPI	GEMAPI COMPLÉMENTAIRE	GEMAPI	GEMAPI COMPLÉMENTAIRE
	2021		2022		2023	
CC ALCT	1 271,04 €	59,67 €	714,54 €	365,94 €	1 264,42 €	- €
CC CACTS	627,69 €	10 423,32 €	843,28 €	633,67 €	2 192,09 €	- €
CC GCC	7 328,04 €	475,29 €	4 191,10 €	2 914,85 €	10 097,03 €	- €
CC LV	2 918,04 €	164,74 €	1 344,55 €	1 010,32 €	7 044,47 €	- €
CC LP	959,47 €	31,92 €	260,50 €	195,75 €	676,72 €	- €
CC MGC	56 524,03 €	911,54 €	10 541,38 €	5 590,35 €	215 231,79 €	69 560,00 €
CC SARSV	2 544,16 €	100,73 €	9 592,93 €	617,76 €	4 887,41 €	- €
CC CML	500,31 €	56,26 €	459,17 €	345,03 €	1 193,90 €	- €
CC MRT	2 777,71 €	93,62 €	905,45 €	574,15 €	1 983,33 €	- €
TOTAL	75 450,49 €	12 317,09 €	28 852,90 €	12 247,82 €	244 571,16 €	69 560,00 €

Soit

	GEMAPI	Pourcentage	GEMAPI Complémentaire	Pourcentage	TOTAL
2021	75 450,49 €	85,97 %	12 317,09 €	14,03 %	87 767,58 €
2022	28 852,90 €	70,20 %	12 247,82 €	29,80 %	41 100,72 €
2023	244 571,16 €	77,86 %	69 560,00 €	22,14 %	314 131,16 €